

**Séance ordinaire du
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt-huit septembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

Absents :

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Séverine SCUDIER.

**Extension de l'accord de coopération entre la Ville de Montpellier et la Ville de
Fès à Montpellier Méditerranée Métropole- Autorisation de signature**

Les villes de Montpellier et Fès au Maroc ont souhaité renforcer la collaboration euro-méditerranéenne en établissant officiellement, en 2003, un accord d'amitié et de coopération. Cet engagement se traduit depuis, par des échanges concrets d'expériences, de techniciens, de citoyens, dans les domaines de la santé, l'environnement, le sport, la culture, l'éducation, la mobilité à destination de la jeunesse...

A la suite de la mission institutionnelle et d'affaires menée par Montpellier Méditerranée Métropole début mai 2017 à Fès, il a été proposé d'étendre l'accord initial à la Métropole en y incluant une partie développement économique.

Dans le cadre de ce nouvel accord de coopération internationale tripartite, outre les relations économiques qui pourront en découler, cet accord cadre portera sur les échanges culturels, touristiques, universitaires, médicaux... envisageables entre les entités.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- approuver l'accord de coopération entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Ville de Fès ;
- approuver le projet d'accord de partenariat étendu ;
- autoriser Monsieur le Maire à signer l'accord de coopération ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 septembre 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention de coopération

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20170928-13236-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 06/10/17
Réception en Préfecture : 06/10/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.